

NON aux fermetures de lits et à l'austérité budgétaire dictées par les ARS !

La Fédération Hospitalière de France vient de s'adresser à tous les directeurs d'hôpital et aux présidents de commission médicale d'établissement (CME), les invitant **"à s'opposer avec fermeté"** aux injonctions de fermer des lits hospitaliers.

Elle signale que plusieurs responsables hospitaliers les ont alertés **"ces dernières semaines sur les pressions exercées par certaines ARS pour freiner, voire diminuer, l'activité des hôpitaux et pour réduire le nombre de lits hospitaliers"**.

Ces mesures sont décidées **"en dehors de tout dialogue stratégique entre l'établissement et l'ARS et semblent liées à l'application mécanique et arithmétique du plan triennal de maîtrise des dépenses hospitalières"**.

Elle invite en conséquence les directeurs et présidents de CME **à s'opposer "à ces injonctions, dictées par des considérations comptables et technocratiques, contrares à l'intérêt général et aux valeurs de service public"**.

Elle considère **"irresponsable de demander aux hôpitaux du service public de refuser des malades simplement pour diminuer leur activité, au profit des cliniques commerciales qui ne se voient imposer aucune contrainte de ce type"**.

Il est de même **"irresponsable de demander des fermetures de lits en médecine, alors que les capacités actuelles s'avèrent insuffisantes pendant les périodes d'épidémie (grippe, bronchiolite...)"**.

Et de s'interroger : **"Qui peut aujourd'hui comprendre que les responsables ministériels et d'ARS demandent aux hospitaliers d'ouvrir des lits de toute urgence en décembre et, sitôt le printemps venu, d'engager des opérations drastiques de fermeture de lits ?"**

La FHF demande donc aux responsables hospitaliers **"de lui signaler les injonctions de ce type, afin d'orchestrer une réaction d'ampleur nationale qui prendra à témoin les responsables politiques et nos concitoyens"**.

Il n'est pas courant que les responsables de la FHF s'adressent aux hôpitaux pour leur demander de refuser d'obtempérer aux « ordres » des Directeurs Généraux d'ARS. Directeurs Généraux qui sont là pour faire appliquer la feuille de route que le gouvernement leur a fixé, qui prévoit notamment 3 milliards de coupes dans les budgets hospitaliers décidés dans le cadre du plan triennal d'économies d'ici 2017.

Cette initiative est l'expression d'un profond malaise. Elle indique que la situation des hôpitaux est au bord de l'explosion.

Il s'agit là d'une véritable alerte, qui justifie l'appel commun FO, CGT et SUD à la grève dans tous les hôpitaux, le Jeudi 1^{er} octobre pour ensemble exiger :

- L'abandon du pacte de responsabilité qui impose l'austérité budgétaire à tous les hôpitaux !
- Le retrait du projet de loi de modernisation de la santé de Mme Touraine !
- L'arrêt immédiat des suppressions de lits !
- Le maintien des postes et les créations d'emplois nécessaires (titularisation des contractuels) : NON aux 22 000 suppressions de postes !
- Le maintien des acquis statutaires (avancement à la durée intermédiaire, jours RTT...)

TOUS EN GREVE LE 1^{er} OCTOBRE 2015